Communiqué de presse

Les salariés de la distribution de la Presse de la CPMM et de Oyé Distribution avec leur syndicat seront mobilisés le 18 septembre pour exiger :

- **Une autre répartition des richesses**
- **Un avenir pour la presse papier**

Depuis son élection, Macron le président des riches, et ses différents gouvernements mènent une politique qui sacrifie le monde du travail au profit des grandes fortunes : casse de la Sécurité Sociale, diminution drastique du pouvoir d'achat avec des salaires gelés et une flambée des prix, démantèlement des services publics, assurance chômage une nouvelle fois rabotée. Pourtant d'autres choix sont possibles pour répondre aux besoins sociaux des travailleurs. Ex : ISF, taxer les dividendes…

Le 18 septembre, nous serons mobilisés pour revendiquer et exiger une autre répartition des richesses permettant de répondre à nos attentes dans la vie de tous les jours.

Travailler moins, mieux et tous sont au cœur des exigences des salariés !

La démocratie et le pluralisme doivent être garantis par l'état, or aujourd'hui les aides financières à la Presse servent là aussi à favoriser les plus riches aggravant ainsi la concentration des médias. Ces aides doivent être à la hauteur des besoins de l'enjeux démocratique que la presse représente et redirigées pour assurer le pluralisme et l'accès à la presse pour tous les citoyens peu importe où ils se trouvent.

La situation de la distribution de la presse en province est toujours préoccupante et va en se dégradant. Les salariés du secteur ont déjà subi de nombreux plans sociaux et même une liquidation du groupe Presstalis. Ils exigent du gouvernement et des messageries des solutions rapides.

Pour pérenniser nos entreprises et nous permettre d'assurer nos missions d'information auprès des citoyens nous revendiquons :

- Que la mutualisation de la distribution de la Presse Nationale et de la Presse Quotidienne Régionale, se fasse par les dépôts de presse qui sont les seuls à garantir l'équité de traitement entre tous les titres sans discrimination. Confier la distribution d'un secteur à un seul éditeur ne nous paraitrait pas répondre à l'objectif coopératif découlant de la loi Bichet.

- Alors que nous supportons des surcouts de préparation et environ 60% des coûts de transport pour l'acheminement de la presse jusqu'aux marchands de journaux, nos coopératives sont totalement exclues des aides à la distribution de la presse captées essentiellement par les éditeurs et France Messagerie. Nous revendiquons que ces aides soient réparties à la hauteur des coûts supportés par nos coopératives car le taux de rémunération et le drop actuel ne couvrent pas l'intégralité des frais engagés. Ceci est réalisable à l'instar de l'aide actuelle de 800K€/an versée au centre parisien de France Messagerie pour le transport.

- Pour assurer la distribution de la presse dans le temps, il faut étudier la création d'un pôle public de la distribution du dernier kilomètre assurant toutes les missions d'intérêt général (presse, librairie, tabac, pharmacie, vétérinaire, courrier bancaire etc…). Mutualiser les livraisons de ces missions encadrées pour favoriser les économies et la limitation de la production de carbone.

- Un plan d'action doit être mené dans les territoires afin de maintenir un niveau satisfaisant d'accès à la presse. Une incitation au développement ou au moins au maintien du linéaire presse serait une excellente chose. En effet le marchand assure lui aussi une mission d'intérêt général essentielle en présentant la presse au citoyen.

Les salariés de la distribution de la Presse mobilisés le 18 septembre, interpellent les éditeurs et les responsables politiques afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications.

Paris le 17 septembre 2025

FÉDÉRATION DU LIVRE
MARQUE SYNDICALE
TRAVAIL · SOLIDARITÉ · LIBERTÉ
BIEN ÊTRE